Les ouvriers agricoles étrangers dans l'Italie méridionale

Entre "séclusion" et action collective

Domenico Perrotta et Devi Sacchetto

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1910>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1910

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 57-65

ISBN : 978-2-919040-21-6

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Domenico Perrotta et Devi Sacchetto, « Les ouvriers agricoles étrangers dans l'Italie méridionale », *Hommes & migrations* [En ligne], 1301 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1910> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1910

LES OUVRIERS AGRICOLES ÉTRANGERS DANS L'ITALIE MÉRIDIONALE

ENTRE "SÉCLUSION" ET ACTION COLLECTIVE

Par DOMENICO PERROTTA, *chercheur en sociologie des processus culturels à l'université de Bergame*, et DEVI SACCHETTO, *chercheur en sociologie du travail à l'université de Padoue*

Dans les provinces du Mezzogiorno, au sud de l'Italie, les travailleurs agricoles saisonniers étrangers, notamment les Africains, sont rigoureusement encadrés. Victimes d'une relégation spatiale et sociale, ils vivent à l'intérieur de ghettos, dans des mas abandonnés ou des constructions précaires. Dans ces lieux où les migrants reconstruisent un espace de socialisation, le rôle des intermédiaires, les *caporali*, est déterminant pour l'accès au travail. Soumis à différentes formes de pression, les travailleurs parviennent pourtant à s'organiser pour faire valoir leurs droits.

Dans les années 1980, aux migrants originaires d'Afrique du Nord se sont ajoutés ceux d'Afrique subsaharienne, puis, dans les années 1990, les travailleurs d'Europe de l'Est.

La présence de travailleurs étrangers dans l'agriculture du sud de l'Italie est un phénomène qui remonte aux années 1970, lorsque de nombreux Tunisiens ont trouvé du travail en Sicile. Depuis, des flux migratoires de plus en plus considérables ont concerné les régions du Sud. Dans les années 1980, aux migrants originaires d'Afrique du Nord se sont ajoutés ceux d'Afrique subsaharienne, puis, dans les années 1990, les travailleurs d'Europe de l'Est. Tout comme dans les cas français et espagnol¹, dans le secteur agricole de l'Italie du Sud se retrouvent tantôt des migrants de différentes nationalités, tantôt des migrants avec différents sta-

tuts juridiques : des ressortissants de pays ayant rejoint récemment l'Union européenne ou originaires de pays non européens. Ces derniers se partagent entre ceux qui détiennent un titre de séjour pour un travail saisonnier ou ceux dont le permis de séjour est soumis au contrat de travail (et qui parfois travaillent également dans d'autres régions d'Italie et dans d'autres secteurs), ceux qui sont demandeurs d'asile et réfugiés politiques ; enfin, un nombre considérable de migrants sont dépourvus d'un quelconque titre de séjour.

Ces arrivées ont principalement concerné les plaines côtières du Mezzogiorno, dans lesquelles

1. Estrella Gualda Caballero, Marta Ruiz Garcia, "Migración femenina de Europa del Est y mercado de trabajo agrícola en la provincia de Huelva, España", in *Migraciones Internacionales*, n° 2, vol. 4, 2004, pp. 36-65, Swanie Potot, "La précarité sous toutes ses formes : concurrence entre travailleurs étrangers dans l'agriculture française", Alain Morice, Swanie Potot (dir.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Paris, Karthala, 2010, pp. 201-224.

s'est développée une agriculture intensive nécessitant une main-d'œuvre nombreuse, avec des caractéristiques proches du "modèle californien"², également répandu dans d'autres parties de l'Europe³, mais qui a pris dans l'Italie du Sud des caractéristiques spécifiques. Les sources relatives à la présence de travailleurs migrants sont discordantes. L'Istituto nazionale di economia agraria évalue qu'en 2010, il y avait 61 598⁴ travailleurs étrangers dans l'agriculture de l'Italie du Sud. Toutefois, dès 2007, les statistiques de l'Istituto nazionale della previdenza sociale enregistraient déjà presque 76 000 ouvriers agricoles étrangers recrutés pour un temps déterminé ou indéterminé⁵.

Les recherches menées ces dernières années⁶ ont permis de souligner que les ouvriers agricoles expérimentent dans les aires rurales du sud de l'Italie des conditions de vie particulièrement dures. Leur

expérience est caractérisée par la dimension saisonnière, par des relations de travail irrégulières, par des formes de rémunération souvent à la pièce, inférieures à celles établies par les contrats collectifs de travail, et par des horaires prolongés, avec un effort physique

élevé et exposition à des maladies professionnelles. Certaines zones ont connu des épisodes de racisme et de violence comme ceux qui ont conduit à la révolte des Africains de Rosarno (Calabre) en janvier 2010. Cet article entend fournir une analyse de la ségrégation dans laquelle vivent une partie de ces travailleurs⁷ ainsi que celle de l'orga-

nisation du recrutement et du déplacement d'ouvriers dans le cadre du système illégal du *caporalato*⁸. Pour mieux saisir l'importance de ces éléments, une mise en miroir entre deux différentes régions du Mezzogiorno sera proposée, celle de Boreano (Basilicate) et celle de Nardò (Pouilles). Cette analyse est basée sur les matériaux recueillis lors d'une recherche qualitative – en particulier, des entretiens approfondis et des moments d'observation des contextes domestiques, du travail et de lutte de ces travailleurs étrangers – réalisée entre 2010 et 2012.

La mise en place de la ségrégation

L'organisation du travail dans l'agriculture de l'Italie méridionale est strictement associée aux modalités de reproduction quotidienne de la main-d'œuvre. La ségrégation résidentielle constitue en fait un élément central dans la gestion du marché du travail et de la force de travail. Dans les territoires où ils se déplacent, certains ouvriers agricoles parviennent à se faire accueillir dans des centres installés par les institutions locales : ils sont ouverts à un nombre restreint d'ouvriers agricoles avec des titres de séjour réguliers. De nombreux travailleurs, pour la plupart originaires des pays de l'ancien bloc soviétique, trouvent un abri dans des mas abandonnés, où il n'y a ni électricité, ni eau, ni chauffage. Enfin, un grand nombre de migrants africains contribuent à construire de gros "ghettos", à savoir des concentrations de

De nombreux travailleurs, pour la plupart originaires des pays de l'ancien bloc soviétique, trouvent un abri dans des mas abandonnés, où il n'y a ni électricité, ni eau, ni chauffage.

2. Jean-Pierre Berlan, "Agriculture et migrations", in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 2, n° 3, décembre, 1986, pp. 9-31 ; Jean-Pierre Berlan, "La longue histoire du modèle californien", in A.A.V.V., *Le Goût amer de nos fruits et légumes*, Limans, Forum civique européen, 2002, pp. 15-22 ; Carey McWilliams, *Factories in the Field. The Story of Migratory Farm Labor in California*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1999 (1935). 3. Michalon Bénédicte Michalon, Alain Morice (dir.), "Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne", in *Études rurales*, n° 182, 2008 ; Rogaly Ben Rogaly, "Intensification of workplace regimes in british horticulture : the role of migrant workers", in *Population, Space and Place*, n° 14, 2008, pp. 497-510. 4. Manuela Cicerchia (dir.), *Indagine sull'impiego degli immigrati in agricoltura in Italia 2010*, Roma, Istituto nazionale di economia agraria, 2012. 5. Inps, Idos, IV Rapporto sui lavoratori di origine immigrate negli archivi Inps, *La regolarità del lavoro come fattore di integrazione*, Roma, Inps/Idos, 2011. 6. Jeffrey E. Cole, Sally S. Booth (dir.), *Dirty Work. Immigrants in Domestic Service, Agriculture, and Prostitution in Sicily*, Lanham, Lexington Books, 2007 ; Cristina Brovia, "Sous la férule des caporali. Les saisonniers de la tomate dans les Pouilles", in *Études rurales*, n° 182, 2008, pp. 153-168 ; Alessandra Corrado, "Clandestini in the orange towns: migrations and Racisms in Calabria's agriculture", in *Race/Ethnicity*, n° 4, vol. 2, 2011, pp. 191-201. 7. Ne sont pas abordées ici les conditions de vie des travailleurs immigrés établis de manière permanente sur un territoire dans les villages et travaillant dans d'autres secteurs économiques. 8. Cette appellation vient du mot "caporale" ("caporali" au pluriel) qui, dans le Mezzogiorno, désigne des contremaîtres assurant la médiation entre les employeurs et les fournisseurs de travail.

centaines de travailleurs logés dans des baraques construites par eux-mêmes ou dans des agglomérats d'habitations vides éloignés des villes – c'est le cas pour le "Grand Ghetto", le plus grand bidonville africain du sud de l'Italie, ou le "Ghana House", situés dans les terroirs du département de la ville de Foggia (Pouilles)⁹ – ou encore dans quelques autres baraquements à proximité des villages, comme les usines abandonnées de Rosarno.

Ces modalités d'établissement contribuent à produire une césure nette entre les travailleurs agricoles étrangers, notamment les Africains, et la population locale. Une telle césure est d'ordre spatial (les ouvriers agricoles habitent loin des villes, dans des lieux qui sont parfois difficiles à rejoindre), économique (les bureaux du Pôle emploi n'assurent aucune médiation entre les travailleurs et leurs employeurs) et culturelle (les ouvriers agricoles reconstruisent des liens de l'ordre de l'entre-soi avec leurs compatriotes, alors qu'ils sont exclus de la "communauté" locale). Enfin, cette coupure est aussi politique dans la mesure où ni leurs employeurs (ces derniers prétendent que les embaucher revient à les aider), ni les institutions locales, ni les associations de bénévoles (lesquelles se limitent souvent à produire des interventions "humanitaires" et d'urgence) ne considèrent les ouvriers agricoles comme des porteurs de droits.

Largement répandus dans tous les territoires agricoles du Mezzogiorno où se trouve une main-d'œuvre immigrée considérable, les ghettos nous semblent la forme d'établissement paradigmatique pour analyser la superposition entre lieu de travail et lieu de vie. Dans l'usage qu'en font les ouvriers agricoles africains, le terme "ghetto" détient une signification partiellement épurée de l'acception disqualifiante qu'il a dans le sens commun en Europe et aux États-Unis, où il a été utilisé pour désigner les quartiers ségrégués des juifs et, plus récemment, des Afro-Américains ou des immigrés dans

les espaces urbains. Pour les migrants originaires de l'Afrique occidentale, le ghetto est le lieu dans lequel ils peuvent reconstruire des relations communautaires dans le pays d'émigration. D'ailleurs, les études urbaines depuis la tradition de Chicago avec Park et Wirth ont souvent décrit les forts liens sociaux qui se mettent en place à l'intérieur d'espaces ethniques ghettoisés, par la vertu d'une même situation de ségrégation. Toutefois, les ghettos du Mezzogiorno présentent au moins deux éléments spécifiques les différenciant d'autres situations de ségrégation. En premier lieu, il s'agit de ghettos ruraux où la ségrégation est accentuée par la distance spatiale. En second lieu, ces implantations sont directement liées à une activité productive et ont un caractère saisonnier.

De nombreux migrants transitent par ces structures avant de se rendre dans les ghettos et sur le marché du travail agricole où les contrôles de la police dans les périodes des récoltes sont rares.

De la préservation de l'entre-soi à la mise en place de la dépendance

Le concept de "séclusion", conçu comme un "placement dans l'espace qui renforce la superposition entre travail, loisir, repos et plus généralement la reproduction de la vie quotidienne d'un individu ou d'un groupe en un seul lieu, d'où ils sont formellement libres de sortir à des moments donnés de la journée ou, plus souvent, de la semaine"¹⁰, permet de mieux caractériser cette modalité particulière de placement de la force de travail. Il s'agit d'une organisation de la vie quotidienne et du travail qui diffère de l'internement et de la forme du camp¹¹, puisque, au moins sur le plan formel, elle ne dépossède pas du droit à la liberté spatiale. Toutefois, les travailleurs en sont de

9. Ces ghettos et d'autres encore ont fait l'objet de la recherche de l'anthropologue Benoît Hazard. Voir Benoît Hazard, "Le costellazioni migratorie burkinabé e la riproduzione del contesto locale", in Bruno Riccio (dir.), *Migrazioni transnazionali dall'Africa: etnografie multilocali a confronto*, Torino, UTET, 2008, pp. 132-154 ; "Réinventer les ruralités. La diaspora burkinabé en Italie dans la reconfiguration des territoires ruraux : l'exemple de Beguedo", in *Cahiers d'études africaines*, n° 198-199-200, 2010, pp. 507-528.

10. Ferruccio Gambino, *Migranti nella tempesta. Avvistamenti per l'inizio del nuovo millennio*, Verona, Ombre Corte, 2003, pp. 104-105.

11. Giorgio Agamben, *Homo Sacer. Sovereign Power and Bare Life*, Stanford, Stanford University Press, 1998.

fait captifs, et souvent ils sortent du ghetto seulement pour se déplacer dans un lieu analogue.

Camps et ghettos dans l'Italie du Sud sont des lieux strictement liés entre eux. Certains des centres de rétention pour les migrants irréguliers et une partie considérable des centres d'accueil pour les demandeurs d'asile, qui se sont multipliés en Italie depuis 1998, sont situés à proximité des territoires méridionaux des récoltes agricoles. De nombreux migrants transitent par ces structures avant de se rendre dans les ghettos et sur le marché du travail agricole où les contrôles de la police dans

les périodes des récoltes sont rares. Le ghetto peut donc constituer le prolongement du camp¹² dans la mise au travail des "surnuméraires". Si de nombreux ouvriers agricoles logés dans les ghettos sont demandeurs d'asile, le nombre des irréguliers est considérable : la loi "Bossi-Fini" (n° 189 du 30 juillet 2002 et ses modifications successives) rend en fait extrêmement compliquée l'obten-

tion d'un titre de séjour, alors qu'il est facile de le perdre, en particulier dans une situation de crise économique. Ces travailleurs sont vulnérables et soumis à des chantages parce que "déportables"¹³. De nombreux ouvriers agricoles africains considèrent d'ailleurs que le ghetto est, pour des raisons sociales et économiques, une solution, bien que précaire, au problème du logement. Le loyer d'une habitation dans les centres-villes est inaccessible à cause des bas salaires et de la réticence des propriétaires à louer aux ouvriers agricoles africains. Le ghetto offre une protection pour des migrants irréguliers et garantit la possibilité de construire une

"communauté" africaine (ou plus précisément burkinabé, soudanaise, marocaine...), dans la mesure où ils se retrouvent avec des amis, des membres de leur famille ou des compatriotes. En même temps, à l'intérieur du ghetto, il est plus facile de trouver à se faire embaucher, ce qui rend plus aisées l'organisation du travail et la prise en charge du déplacement dans les champs par le *caporale*.

Une telle configuration de l'espace influence profondément les relations de travail ainsi que les relations entre travailleurs¹⁴. La présence de petits et grands ghettos favorise les intermédiaires et les entrepreneurs dans l'accès à de nouvelles réserves de main-d'œuvre et, en même temps, elle limite les revendications salariales et la capacité d'organisation collective des travailleurs. Les ouvriers agricoles sont employés surtout pour de courtes périodes, parfois en l'absence totale d'un contrat de travail ; par conséquent, la solution d'hébergement dans le bidonville ne constitue pas pour le travailleur une relation particulière avec une entreprise, et les agriculteurs ne sont pas obligés de s'occuper à moyen terme des lieux de vie et de loisirs de leurs salariés, ni d'en améliorer les conditions de travail.

Le rôle du *caporalato*

Les *caporali* – qui, aujourd'hui, ont souvent la même nationalité que les ouvriers agricoles – sont régulièrement décrits par la presse comme des esclavagistes prêts à la violence pour contraindre les ouvriers à se plier à de longues journées de travail et à de bas salaires. En réalité, les formes de *caporalato* varient en fonction des nationalités concernées et des territoires dans lesquels il opère, tandis que le *caporalato* tortionnaire demeure une exception¹⁵. Le *caporalato* est une forme d'organisation du travail pratiquée depuis des décennies dans les

12. Federico Rahola, "La forme-camp. Pour une généalogie des lieux de transit et d'internement du présent", in *Culture & Conflits*, n° 69, 2008 pp. 31-50. 13. Nicholas De Genova, "Migrant 'illegality' and deportability in everyday life", in *Annual Review of Anthropology*, n° 31, 2002, pp. 419-447. 14. Pour une analyse plus précise de l'importance de l'espace dans la production, voir Pun Ngai, Chris Smith, "Putting transnational labour process in its place : the dormitory labour regime in post-socialist China", in *Work, Employment and Society*, n° 21, vol. 1, 2007, pp. 27-45.

15. La Direzione Distrettuale Antimafia de Bari a mené une enquête (suivie d'un procès) contre une organisation de *caporali* polonais, ukrainiens et algériens (2006-2008), conduisant à de nombreuses condamnations pour mise en esclavage : la DDA de Lecce est actuellement engagée dans une enquête du même type.

campagnes du sud de l'Italie : les *caporali* italiens transportaient des équipes d'ouvriers agricoles, principalement des femmes, des zones de montagne les plus pauvres et les plus arriérées jusqu'aux fermes des plaines côtières. Depuis les années 1990, le remplacement progressif des ouvriers italiens par des travailleurs étrangers est allé de pair avec celui des *caporali*. Il est vrai que, souvent, les *caporali* italiens restent à la tête d'organisations plus structurées, pouvant gérer également des *caporali* étrangers.

Dans certains cas, le *caporale* – appelé par les travailleurs africains “*capo nero*” (chef noir) pour le différencier du “chef blanc” – vérifie l'ensemble des éléments de la vie des ouvriers allant du logement jusqu'à son alimentation, du déplacement dans les champs jusqu'à la supervision des opérations de récolte. Dans d'autres cas, cependant, le *caporale* se limite à assurer une médiation entre les travailleurs et l'employeur, tout en effectuant le transport des ouvriers. De nombreux *caporali* originaires d'Europe centrale et orientale (surtout des Roumains, mais aussi des Bulgares et, ces dernières années, des Polonais) organisent le déplacement des ouvriers directement à partir du village du pays d'origine. En général, le *caporale* offre également d'autres services : déplacement dans différents lieux (hôpital, gares, supermarchés) ; fourniture de nourriture et d'eau dans les camps ou dans les ghettos ; crédit pour des dépenses courantes ou pour envoyer de l'argent dans le pays d'origine.

Le *caporale* tire profit de la situation de séclusion : il est un médiateur social qui agit en tant que canal de communication privilégié entre les travailleurs étrangers et les agriculteurs locaux, ce qui entraîne la confiance, le respect et l'amitié des deux côtés. Le *caporalato* est une forme particulière du clientélisme qui caractérise la politique, la société et l'économie du sud de l'Italie et qui a été défini en tant que “*capitalisme de médiation*¹⁶”. Le *caporale* est en

fait un “*ami des amis*¹⁷”, qui offre de nombreux services rémunérés, dans une situation de monopole quant à ses offres.

Assemblée des migrants pendant la grève,
Masseria Boncuri, Nardò (Lecce), août 2011.
© NIVES SACCHIO

Les *caporali* contribuent de manière déterminante à construire une barrière entre les ouvriers agricoles étrangers et la population locale. Ils évitent de trouver un logement pour les ouvriers dans les villes et tentent de monopoliser la communication avec la population locale ainsi qu'avec les associations de bénévoles, les journalistes et, bien sûr, avec les chercheurs en sciences sociales. Habituellement, ces *brokers* ne fondent pas leur pouvoir sur la violence : ils forment leurs propres équipes d'ouvriers avec les membres de leur famille et leurs amis et, seulement dans les jours de forte demande de main-d'œuvre, ils s'adressent aux autres travailleurs présents dans les ghettos. Ils savent en outre manipuler les codes

16. Jane Schneider, Peter Schneider, *Culture and Political Economy in Western Sicily*, New York, Academic Press, 1976.

17. Jeremy Boissevain, *Friends of Friends*, Oxford, Basil Blackwell, 1974.

communautaires, mettant en scène leur relation avec les travailleurs à travers le langage de l'amitié, de la parenté et de la confiance. *"[Le patron] me fait confiance : 'Assan, comme tu es là, je suis tranquille, je sais que le travail sera bien fait.' Alors je dois m'engager même pour faire faire un travail propre. [...] je dois faire en sorte que tout le monde y mette un minimum d'attention, convaincre les amis : 'Nous devons bien travailler !' [...] Tous mes amis sont des gens de confiance"* (Interview d'Assan, *caporale*, Boreano, août 2010). Les *caporali* se présentent souvent en tant que protecteurs des travailleurs migrants qui vivent une situation défavorable. Dans ces dynamiques communautaires se déchargent souvent les situations de conflits potentielles engendrées par les bas salaires et les conditions de travail en général. De nombreux travailleurs, surtout s'ils sont sans papiers, sont conscients du fait que le *caporale* est le seul gardien qui puisse leur permettre d'avoir accès à une ressource rare (l'emploi). Ils ressentent souvent le besoin de "protection" du *caporale*. Toutefois, son pouvoir est rarement indiscutable. Bien que son cercle intérieur lui porte "respect", de nombreux ouvriers qui se déplacent dans une plus grande autonomie dans les ghettos à la recherche d'une journée de travail voient de manière désenchantée sa fonction de médiateur pourvu d'un "monopole". Ainsi, ils peuvent plus facilement en déceler les stratagèmes, dont la sémantique baigne dans l'honneur et dans la communauté.

Le ghetto de Boreano

Le ghetto de Boreano, situé en Basilicate, se compose d'une poignée de bâtiments, d'une église et, dans les champs environnants, d'une vingtaine de mas plus isolés. La plupart des bâtiments, construits dans les années 1950 suite à la réforme agraire, sont abandonnés et délabrés. Depuis le début des années 1990, entre juillet et octobre, ils sont utilisés comme logements – dans des conditions de grave surpeuplement – par environ 400

à 500 travailleurs africains originaires principalement du Burkina Faso. Ils arrivent de la région de Naples et même du nord de l'Italie pour travailler à la cueillette des tomates. Les chalets sont à environ six kilomètres de la ville la plus proche (Venosa), mais à proximité des champs de tomates. Les habitants du ghetto sont presque tous de sexe masculin et jeunes.

Tous les ans, certains mas sont détruits ou fermés par les propriétaires, et les ouvriers migrants doivent en "ouvrir" de nouveaux, en se déplaçant progressivement dans les maisons les plus éloignées de la route et donc les moins visibles. À Boreano opèrent 5 ou 6 *caporali*, principalement originaires du Burkina Faso, qui travaillent surtout individuellement. Dans d'autres cas, comme dans le Grand Ghetto ou dans la zone de Nardò, il y a des structures hiérarchiques très organisées, composées de plusieurs *caporali* et de nombreux conducteurs transportant les ouvriers dans les champs pour le compte des *caporali*. À Boreano, il semblerait relativement facile pour ceux qui ont des contacts avec les entrepreneurs et l'accès à des moyens de transport (voitures, camions), de devenir un "chef noir". Une partie des habitants du ghetto ne travaillent pas dans les champs, mais offre toute une série de services, contribuant à une économie informelle prospère avec, le plus souvent, l'accord des *caporali*. La présence de travailleurs africains dans les entreprises qui optent pour la récolte mécanisée des tomates est rare car, dans la plupart des cas, les travailleurs sont alors des locaux ou originaires de l'Europe orientale. Certaines équipes de travailleurs européens de l'Est sont employées dans la cueillette, alors qu'il est rare de trouver des travailleurs italiens pour ces activités. Par conséquent, les travailleurs africains ne rencontrent pas d'Italiens sur leur lieu de travail, à l'exception des agriculteurs, des commerçants et des chauffeurs de camion transportant la récolte jusqu'aux industries conservières.

Ces dernières années, le travail au noir a été remplacé en grande partie par un travail "gris" : de

Masseria Boncuri, Nardò (Lecce), août 2011
© GIANLUCA NIGRO

nombreux travailleurs signent une “feuille d’engagement”, mais le nombre de jours effectivement travaillés est bien supérieur à ce que l’employeur déclare et le paiement de la cueillette ne s’effectue pas sur la base de contrats de travail départementaux, car le travailleur est rémunéré selon sa production. Avant que le travail ne commence, le *caporale* fixe le paiement de chaque caisse de 300 kg de tomates récoltées avec le propriétaire du terrain. Du tarif standard de 4 € par caisse – qui peut varier en fonction de la qualité du produit, des conditions météorologiques et du terrain, ainsi que de la concurrence des moissonneuses ou d’autres équipes d’ouvriers –, le *caporale* déduit 50 centimes pour ses services. De plus, il demande 5 € pour le transport de chaque travailleur. Les conflits n’épargnent pas un endroit comme Borea-

no. Dans nos entretiens, nous avons entendu des récits de grèves spontanées de la part de travailleurs exigeant le paiement des arriérés de salaires et de petits actes de sabotage relatifs à la qualité du travail de cueillette des produits agricoles, comme dans le cas suivant : “*Je travaille mieux quand je sais que je vais toucher plus. [...] Si je veux, il me faut 3 minutes pour remplir une caisse. J’en fais même 60 par jour ! [...] C’est facile, je remplis la caisse en 3 minutes, puis j’enlève les tomates vertes seulement en haut, de manière à ce que personne ne le remarque*” (interview d’Amidou, ouvrier congolais, Boreano, août 2011).

Toutefois, la situation de séclusion favorise le maintien d’un contrôle par les *caporali*, et il est extrêmement difficile que ces conflits donnent lieu à une mobilisation plus importante pour revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail.

La grève des travailleurs africains de Nardò

À environ 400 kilomètres de Boreano, la région de Nardò, dans la partie méridionale des Pouilles (Salento), est la destination, chaque année, de 600 à 700 travailleurs africains. Aux mois de juin, juillet et août, ces saisonniers arrivent pour la cueillette des pastèques et des tomates¹⁸. En août 2011, plusieurs centaines de travailleurs originaires du Maghreb, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est ont mené, pendant environ deux semaines, la plus importante

grève auto-organisée des migrants dans l'agriculture italienne¹⁹.

La grève a débuté à l'aube du 30 juillet 2011, quand un groupe d'une quarantaine d'ouvriers agricoles de différentes nationalités refusent de poursuivre la

cueillette des tomates. Ils s'opposent à la requête, formulée par un *caporale*, d'effectuer une tâche supplémentaire, celle de sélectionner les tomates en écartant les vertes, pour le même salaire de 3,50 € par caisse de 300 kg. Les ouvriers agricoles estiment qu'ils doivent recevoir une rémunération à la pièce plus élevée pour pouvoir satisfaire une telle demande. Comme le *caporale* n'accorde pas d'augmentation, ils quittent le champ pour regagner le campement de tentes où ils logent. Là, par l'implication d'autres travailleurs, ils organisent un premier barrage routier. Par conséquent, si le conflit a bien éclaté sur le lieu de travail, il importe de regarder les dynamiques propres à ce centre d'accueil pour comprendre ce qui a rendu possible la prise de parole de ces migrants.

Le camp de tentes, installé dans la cour d'un bâtiment rural (*Masseria Boncuri*), non loin du centre-ville, n'était pas un ghetto isolé dans la campagne

ni l'un des centres d'accueil avec une entrée contrôlée, tels qu'ils sont proposés par les institutions locales. Il s'agissait plutôt d'un lieu ouvert même aux migrants sans papiers, conçu et géré depuis 2010 – grâce à une contribution modeste de l'administration municipale – par une association locale intervenant en matière d'immigration, *Finis Terrae*, et par *Brigate di solidarietà attiva*, une organisation présente à l'échelle nationale qui avait organisé l'arrivée à Nardò de bénévoles et de militants originaires des régions du nord et du centre de l'Italie, afin de garantir l'accès des migrants à l'assistance médicale et juridique, à des cours d'alphabétisation et à une campagne d'information contre le travail au noir. En d'autres termes, la mise en place de ce campement bouleverse au moins partiellement la situation de séclusion des migrants africains. Ils sont en contact au quotidien avec les bénévoles solidaires, ce qui rompt la ségrégation spatiale et politique : dans le campement, ces travailleurs migrants sont considérés comme porteurs de droits en matière de logement, santé et travail. L'organisation mise en place autour de cette *Masseria Boncuri* met à mal le terreau où les *caporali* tunisiens, soudanais et ghanéens de Nardò bâtissent leur pouvoir et sur lequel des agriculteurs comptent pour asseoir leur exploitation irrégulière.

À cette mobilisation, pendant toute la première semaine, participe l'ensemble des travailleurs de la *Masseria*, à savoir 400 à 500 ouvriers agricoles, surtout tunisiens (dont certains arrivés dans le sud de l'Italie quelques mois après le renversement de Ben Ali), soudanais, burkinabés, ghanéens. À l'aube, un groupe de quarante migrants met en place des piquets sur les routes d'accès vers le camp, afin de bloquer les camions qu'utilisent les contremaîtres pour déplacer leurs équipes de travailleurs. Le soir, des réunions sont organisées, avec la participation des travailleurs de nombreuses nationalités.

Initialement, les grévistes réclament une augmentation du salaire du travail aux pièces et la signature de contrats de travail réguliers. Peu de temps

18. C'est un pourcentage proche de celui de la zone de Boreano et beaucoup plus faible que celui du département de Foggia, estimé à 12 000, voire 18 000 travailleurs étrangers pour la récolte estivale des tomates (selon l'Istituto nazionale di economia agraria, en 2012).

19. AAVV., *Sulla pelle viva. Nardò : la lotta auto-organizzata dei braccianti stranieri*, DeriveApprodi, Roma, 2012.

après, ils demandent d'éliminer la médiation des *caporali*, ainsi que l'ouverture d'une agence du Pôle emploi italien dans le champ où ils se trouvent. La lutte des migrants embrasse alors les conditions générales de travail : le système de salaire et le contrat, l'organisation du travail et la gestion du marché du travail. Un élément problématique est la revendication de l'augmentation de la rémunération à la pièce dans la mesure où il s'agit d'un système de rémunération illégale : les grévistes, du moins au début, ne demandent pas à recevoir un salaire horaire. La grève ne touche pas les questions relatives au logement, considéré de manière unanime comme un problème mineur.

La grève est en grande partie organisée par les migrants. Les associations qui gèrent le campement décident d'influencer le moins possible les revendications et les pratiques de lutte, tout en soutenant les grévistes par une caisse de résistance. La *Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)*, le principal syndicat italien, qui s'était initialement opposé à ce centre d'accueil, intervient de manière plus directe dans la grève, en essayant de coopter les leaders et de trouver une solution institutionnelle par l'intervention du préfet de Lecce et du conseil régional des Pouilles. Sont ainsi signés des accords relatifs au fonctionnement des centres pour le recrutement des ouvriers agricoles, dont l'efficacité est d'emblée douteuse. Par ailleurs, les pourparlers institutionnels détournent en partie l'attention portée sur la grève réelle qui s'estompe progressivement.

En même temps, une fois dépassé l'étonnement initial, les *caporali* œuvrent pour casser la grève : ils menacent les grévistes plus actifs, ils recrutent quelques dizaines de briseurs de grève arrivés des ghettos de Foggia. Ils exercent des pressions sur leurs compatriotes pour qu'ils retournent au travail et s'installent dans des mas abandonnés situés dans les campagnes limitrophes pour contourner les piquets de grève qui ont lieu le matin à Boncuri. Dans cette stratégie, les *caporali* trouvent un terreau fertile parmi certains des mi-

grants sans permis de séjour, plus facilement susceptibles de céder au chantage et qui ne pensent pas pouvoir obtenir grand-chose par la grève. Une centaine d'ouvriers agricoles reprennent le travail après la première semaine de grève. Bien que certains migrants se déclarent comme étant encore en grève jusqu'au début de septembre, celle-ci se termine grosso modo à la mi-août. Du point de vue législatif, le principal résultat de la grève est l'approbation par le gouvernement d'un décret-loi (n° 138 du 13 août 2011) qui considère le *caporalato* comme un délit et non comme une simple infraction administrative.

Conclusion

À partir des dynamiques du ghetto de Boreano et de la grève de la Masseria Boncuri de Nardò, il apparaît que le système du *caporalato* et la condition de séclusion dans lesquels sont pris les ouvriers agricoles étrangers, les Africains en particulier, constituent des clés pour décoder le fonctionnement de ce secteur de production, ses modalités de gestion de la main-d'œuvre et du marché du travail. Le *caporalato* continue d'exister en raison de l'isolement de la main-d'œuvre : les conditions de vie et de travail empirent quand les migrants sont isolés des villes et villages, tandis que l'expérience de la Masseria Boncuri montre l'importance d'une participation à un espace public permettant l'émergence de débats ouverts et de nouvelles subjectivités. Entre l'été et l'automne 2012, il y a eu un recul par rapport à l'expérience de Nardò. Après la grève de 2011, les institutions locales n'ont plus permis aux deux associations de poursuivre leurs interventions. Les ouvriers agricoles ont recommencé à vivre dans les oliviers ou dans les mas abandonnés et éloignés des centres-villes. Leur ségrégation est largement installée et les camionnettes des *caporali* ne rencontrent pas d'obstacles pour rejoindre les champs. ■

Article traduit par SIMONA TERSIGNI